



Faire entendre les exigences citoyennes

Faire entendre les exigences citoyennes sur les retraites

Le gouvernement engage, à grand renfort médiatique, une réforme qui risque de porter un coup fatal au système de retraite par répartition, en jurant une fois de plus que c'est pour le sauver.

Le bilan des réformes depuis 1993 est déjà catastrophique car toutes les dispositions prises ont fait baisser le niveau des pensions d'environ 20 % : calcul sur les 25 meilleures années, indexation des pensions sur les prix, allongement de la durée de cotisation sous peine de décote, etc. Le Conseil d'orientation des retraites (COR) prévoit que le montant des pensions passera en moyenne de 72% du salaire en 2007 à 59 % en 2050.

Malgré ce bilan désastreux, le gouvernement veut aller encore plus loin en supprimant l'âge légal de départ à la retraite à 60 ans, en le portant à 62 voire 67 ans comme le demande le patronat, et en remettant en cause le calcul des retraites du secteur public. Avec un nouvel allongement de la durée de cotisation pour obtenir une retraite à taux plein, **ces mesures condamneraient à la pauvreté la plupart des futurs retraités, en particulier les femmes, les jeunes et tous ceux et celles ayant connu des périodes de chômage et de précarité.**

Exiger que les salariés travaillent et cotisent plus longtemps alors que les entreprises se débarrassent de leurs salariés ayant passé la cinquantaine ne vise qu'à baisser le niveau des pensions. De plus, **il est insensé de vouloir augmenter l'âge de départ à la retraite alors que le chômage de masse sévit chez les jeunes.** Cette logique remet en cause la solidarité entre les générations, la prise en charge d'une génération par la suivante.

La vraie raison de ces mesures n'est pas liée à la démographie mais à la crise financière et ses conséquences : l'augmentation du

chômage qui assèche les caisses de retraite, et les déficits publics en général. Après avoir renfloué les banques par centaines de milliards, les États continuent à financer leurs déficits en empruntant sur les marchés financiers qui ont provoqué la crise. Réduire ces déficits pourrait se faire par une taxation du capital. Mais les spéculateurs refusent évidemment cette solution et exigent une réduction des dépenses publiques.

Des alternatives à cette régression sociale existent pourtant. Il est normal de financer les besoins sociaux liés au nombre croissant de retraités-es en augmentant les prélèvements sur la richesse produite. Le besoin supplémentaire de financement est d'un montant comparable à celui de l'explosion des dividendes entre 1982 et 2007. Il est donc juste de revenir sur ce détournement par les actionnaires de la richesse produite, en augmentant la part des salaires et des pensions et en s'attaquant aux profits.

La question des retraites pose celle de la société dans laquelle nous voulons vivre. Nous ne pouvons accepter l'appauvrissement programmé des futurs retraités, l'idéologie absurde du « travailler toujours plus » et la destruction des solidarités sociales.

Venez vous informer et débattre avec des syndicalistes , des associations, des militant(e)s

mardi 22 juin à 20h30

Parc des expositions à Villeneuve de Rivière

La retraite : c'est notre affaire à toutes et tous !

Collectif retraites Comminges